

Japon : protection et évacuation des ressortissants en cas de crise en Corée et à Taïwan



Tirant les enseignements de catastrophes naturelles, d'épidémies, d'attentats et guerres, les ministères japonais des Affaires étrangères et de la Défense se préparent au sauvetage de leurs ressortissants en cas de crise, notamment en Corée et à Taïwan.

Jean-François Heimburger, chercheur associé à l'Université de Haute-Alsace, l'explique dans une note publiée à Paris en juillet 2022 par la Fondation pour la recherche stratégique.

Anticipation pour la Corée et Taïwan. En 2021, selon le ministère japonais des Affaires étrangères, 41.238 ressortissants résident en Corée du Sud, surtout dans la région métropolitaine de Séoul située à quelques dizaines de kilomètres de la zone démilitarisée, frontière avec la Corée du Nord. En outre 24.162 vivent à Taïwan, dont la moitié dans la capitale Taipei. Avant la pandémie de Covid-19, plus de 200.000 Japonais effectuaient des séjours de courte durée en Corée du Sud et plus de 150.000 à Taïwan chaque mois. Des plans d'évacuation avaient été envisagés pour la Corée du Sud, lors de la crise nucléaire nord-coréenne de 1993-1994, et pour Taïwan lors de la tension de 1995-1996 avec la Chine. Récemment une équipe d'experts japonais des milieux universitaire, diplomatique

et militaire a étudié divers scénarios possibles. En Corée du Sud, les autorités gouvernementales ne souhaitent pas discuter d'opérations d'évacuation de personnes civiles de n'importe quel pays, sauf des Etats-Unis, avec qui un exercice simulant une guerre a déjà eu lieu en 2018. Quant au Japon, elles refuseraient probablement l'arrivée d'avions et de navires militaires pour des raisons historiques, la péninsule coréenne ayant été intégrée à l'Empire japonais entre 1910 et 1945. En revanche, malgré l'absence de relations diplomatiques avec le Japon, Taïwan devrait autoriser l'atterrissage de ses avions militaires, en raison de l'importance des échanges commerciaux, touristiques et culturels entre les deux pays. En outre, l'effondrement du gouvernement taïwanais semble peu probable dans une situation d'urgence, même en cas d'attaque de la Chine. Pour éviter une condamnation d'une grande partie de la communauté internationale et ses conséquences économiques comme lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Chine devrait accorder un délai entre l'annonce de son intention et son intervention effective. Dans le pire des cas et après des négociations avec les Etats-Unis, une guerre avec la Chine se limiterait au rétablissement de l'ordre public à Taïwan et à l'établissement d'un gouvernement pro-Pékin. Quant aux situations d'urgence les plus graves, le Japon et les Etats-Unis ont déjà évoqué avec précision les opérations d'évacuation, en 1997 et 2015, dans le cadre des « Lignes directrices pour la coopération nippo-américaine en matière de défense ». Les deux pays disposent de capacités de transports aérien et maritime très importantes et de territoires et/ou de bases situées à proximité. Pour Taïwan, un dialogue à huis clos permettrait d'éviter de provoquer un fort mécontentement de la Chine. En cas de guerre dans la péninsule coréenne, l'assurance de l'assistance militaire apportée aux Etats-Unis par le Japon constituerait un message de soutien de celui-ci à la Corée du Sud. Le gouvernement du Japon devra se concerter avec les collectivités locales du Sud pour y faire transiter ou accueillir plusieurs milliers de ressortissants japonais et des étrangers.

Risques accrus à l'étranger. Entre janvier et mars 2022, environ 200 japonais ont été rapatriés d'Ukraine. Lors des manifestations du « Printemps arabe » en Egypte en 2011, quelque 800 ressortissants ont été évacués en un seul jour. Au début de la pandémie de Covid-19, 7.524 japonais ont été rapatriés avant le 21 avril 2020. Par ailleurs 24 Japonais sont morts ou portés disparus pendant les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. En outre 9 ont été tués lors de la prise d'otages dans la raffinerie d'In Amenas en Algérie en 2013 et 7 pendant l'attentat terroriste dans un restaurant de Dacca (Bangladesh) en 2016.

Enfin, 35 sont morts lors du tsunami en océan Indien au large de l'Indonésie en 2004. Par ailleurs, selon le ministère des Affaires étrangères, le nombre de Japonais séjournant à l'étranger depuis au moins trois mois ou désirant s'y installer est passé de 586.972 en 1989 à 1.344.900 en 2019. La plupart d'entre eux se répartissent aux Etats-Unis, Canada et Brésil, en Chine, Thaïlande, Australie et Grande-Bretagne. Le nombre de Japonais effectuant un voyage de courte durée est passé de 9,66 millions en 1989 à 20,08 millions en 2019 puis à 3,17 millions en 2020 par suite de la pandémie du Covid-19.

Moyens d'évacuation. L'emploi d'avions de l'Etat constitue l'ultime solution pour transporter des ressortissants japonais en zone sûre en dehors d'un pays en crise. Il résulte des difficultés rencontrées lors des évacuations par avions civils à partir de 1985 pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988). La plupart des vols commerciaux avaient été annulés, en raison de la zone d'exclusion aérienne décrétée par l'Irak au-dessus de l'Iran. En conséquence, plus de 200 Japonais, qui n'avaient pu en profiter, ont finalement été rapatriés à bord de deux avions des Turkish Airlines. En 1992, deux avions destinés au transport du Premier ministre ont été mis à la disposition de l'Agence de Défense (appellation du ministère de la Défense à l'époque) pour les évacuations d'urgence de ressortissants à l'étranger. La loi sur les Forces d'auto-défense (Fad) a été modifiée pour inclure l'emploi d'hélicoptères, de navires et de véhicules terrestres. Les Fad ont déjà procédé à cinq évacuations d'urgence : avril 2004, 10 journalistes japonais, de l'Irak vers le Koweït par avion de transport militaire C-130H ; janvier 2013, 7 Japonais et les corps de 9 autres (pris en otages par un commando islamiste), de l'Algérie vers le Japon par un B-747 de l'Etat ; juillet 2016, les dépouilles de 7 Japonais accompagnées de 17 de leurs proches, du Bangladesh vers le Japon par un B-747 de l'Etat ; juillet 2016, 4 diplomates japonais, du Soudan du Sud vers Djibouti par un C-130H ; août 2021, 1 Japonais et 14 Afghans sur la demande des Etats-Unis, de l'Afghanistan vers le Pakistan. En fait, trois C-130H et 1 C2 militaires avaient été envoyés au Pakistan pour évacuer d'Afghanistan quelque 500 personnes (Japonais, collaborateurs locaux de l'ambassade et de l'Agence japonaise de coopération internationale et leur famille), qui n'ont pu rejoindre l'aéroport de Kaboul, freinées aux points de contrôle installés par les talibans.

Prévention et gestion de crises. Depuis 2000, outre le service de « conseils aux voyageurs », les ambassades informent leurs ressortissants immatriculés sur l'état des maladies infectieuses et la sécurité dans le pays de séjour. Elles

privilégient l'évacuation par les services commerciaux (voitures, buses, bateaux et avions). Lors des manœuvres militaires russes à proximité de l'Ukraine, l'évacuation a été recommandée deux semaines avant la guerre et la fermeture de l'espace aérien ukrainien à l'aviation civile. Près de 40 % des ressortissants japonais ont pu quitter l'Ukraine avant l'invasion russe.

Loïc Salmon

Chine : risque de conflit armé dans le détroit de Taïwan

Corée du Nord : « royaume ermite » et facteur de crise en Asie du Nord-Est

Japon : multilatéralisme dans un contexte stratégique tendu